



BRENDAN SMIALOWSKI / Contributor via Getty Images, Julia Goddard/la trompette

Donald Trump en a assez de Vladimir Poutine

- Joel Hilliker
- [15/07/2025](#)

En Europe, le nationalisme se heurte à l'idéal transnational qui sous-tend l'UE. Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán accuse l'Allemagne d'imposer une dictature supranationale par l'intermédiaire de l'UE. L'Allemagne reproche à la Hongrie de porter atteinte à l'État de droit.

Trump se retourne contre Poutine : Nombreux sont ceux qui pensent que le président Trump est trop proche de Vladimir Poutine et qu'il est prêt à céder l'Ukraine à la Russie. Ces derniers jours, ce n'est plus aussi clair. M. Trump semble désormais adopter une attitude plus réaliste à l'égard du président russe. « J'ai entendu tellement de choses », a-t-il déclaré hier. « Ce ne sont que des paroles en l'air. Ce ne sont que des paroles, et puis des missiles tombent sur Kiev et tuent 60 personnes. »

Les implications géopolitiques de ce changement sont importantes, en particulier dans la manière dont le président Trump encourage l'Europe à se militariser et à combattre la Russie. Il y a quelques semaines, il qualifiait l'Europe de bande de profiteurs et affirmait que l'OTAN n'existait plus. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. « Une Europe forte est une très bonne chose », a-t-il déclaré hier, alors qu'il recevait le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, à la Maison Blanche.

Voici ses mesures contre la Russie, annoncées hier :

- Une augmentation significative des livraisons d'armes américaines « haut de gamme » aux alliés de l'OTAN, qui transféreront ces armes à l'Ukraine, dont la valeur s'élèverait à environ 10 milliards de dollars, selon Axios. L'aide militaire comprend des missiles, des systèmes de défense aérienne et des obus d'artillerie. Selon le *Telegraph*, « Si les nouveaux missiles américains ne changeront pas à eux seuls le cours de la guerre, ils pourraient accroître la capacité de l'Ukraine à frapper les infrastructures militaires et économiques russes. »
- Des droits de douane secondaires de 100 pour cent à l'encontre des partenaires commerciaux de la Russie si Poutine ne signe pas un accord de paix dans les 50 jours.

Selon le *Financial Times*, lors d'un récent appel téléphonique, le président Trump a demandé à Volodymyr Zelenskyy si l'Ukraine « pouvait frapper des cibles militaires au cœur de la Russie si on lui fournissait des armes aptes à le faire ». « Volodymyr, pouvez-vous frapper Moscou ? » [...] Pouvez-vous aussi frapper Saint-Pétersbourg ? » aurait demandé M. Trump lors de l'appel, selon les sources. Selon eux, Zelenskyy a répondu : « Tout à fait. Nous pouvons le faire si vous nous donnez les armes. » »

Dans le *Spectator*, Jacob Heilbrunn a titré : « Poutine a-t-il obligé Trump de devenir un va-t-en-guerre face à la Russie ? » :

Les va-t-en-guerre de Washington sont en liesse, tandis que les opposants au mouvement MAGA sont estomaqués. Trump était censé présider aux funérailles de l'internationalisme libéral, avec Steve Bannon et Tucker Carlson comme porteurs de cercueil. Aujourd'hui, c'est le néoconservatisme renaissant.

Freddy Gray, du *Spectator*, a récemment fait remarquer que « Trump a trahi les pacifistes de son entourage ». C'est en effet le cas. Cela a commencé avec l'Iran. Aujourd'hui, il en vient à inclure la Russie et l'Ukraine, le conflit même auquel il avait promis de mettre fin en 24 heures lors de sa campagne électorale de 2024.

Trump a eu un avant-goût de ce que la puissance américaine peut accomplir à l'étranger. Il semble l'apprécier.

La *Trompette* a critiqué les [efforts de paix malavisés](#) du président Trump. Pourtant, dans ses récentes initiatives, dans plusieurs domaines dans lesquels nous avons exprimé notre inquiétude, le président semble opérer une sorte de revirement :

- Il avait interrompu l'offensive israélienne à Gaza pour tenter de négocier la paix avec le Hamas. Plus récemment, il a exprimé sa frustration à l'égard du groupe terroriste et s'est montré moins préoccupé par l'agression israélienne.
- Il avait préconisé un accord avec l'Iran et a dit à Israël de ne pas attaquer. Il s'est avéré qu'il s'agissait d'une ruse. Lorsqu'Israël a frappé les sites nucléaires iraniens, Trump a applaudi, puis a envoyé des bombardiers américains dans la mêlée.
- Il s'est engagé à mettre fin à la guerre entre la Russie et l'Ukraine dans les « 24 heures » suivant son accession à la présidence. Aujourd'hui, il traite le dirigeant russe avec beaucoup plus de réalisme et de fermeté.

Tel l'homme d'affaires qu'il l'est, Trump a toujours envie de conclure un accord. Même lorsqu'il a recours à la force, cela vise à instaurer une paix négociée, même si cela signifie maintenir des despotes au pouvoir. Il considérerait les ventes d'armes à l'OTAN comme un moyen de nuire suffisamment à la Russie pour la forcer à revenir à la table des négociations. Il ne voit toujours pas [l'étendue réelle du mal de Poutine](#).

Et les effets pratiques des décisions de Trump sont plus limités qu'il n'y paraît a priori. Par exemple, l'envoi d'armes à l'Ukraine par l'intermédiaire de l'Europe, alors que l'Europe paye la facture, limitera l'effet.

Il est néanmoins fascinant d'observer les effets géopolitiques et prophétiques de cette présidence aux conséquences extraordinaires. Son enthousiasme pour l'armement de l'Europe en est un exemple frappant.

La machine à signer était aux commandes : Comme l'a dit Gerald Flurry, rédacteur en chef de la *Trompette*, l'ancien président Joe Biden était en fait le substitut de Barack Obama. Néanmoins, les dernières révélations sur la mesure dans laquelle le personnel de Joe Biden a apposé sa signature sur des grâces et des commutations à l'aide d'une machine à signer sont choquantes.

Un article paru dimanche dans le *New York Times* révèle que le secrétaire général de la Maison Blanche, Jeff Zients, a approuvé l'utilisation de la fameuse machine à signer pour 25 grâces et commutations, dont deux ont permis d'accorder la clémence à des milliers de personnes. Les analystes juridiques s'interrogent sur la légitimité d'une grâce présidentielle si le président ne l'a pas personnellement approuvée. David Sypher Jr. a écrit pour le *Spectator World* :

Ne prétendons pas que c'est normal. Le président Joe Biden a admis qu'il n'avait pas personnellement approuvé la liste complète des personnes qu'il a graciées le dernier jour de son mandat. [...] La clémence présidentielle est l'un des rares pouvoirs de la Constitution laissés à l'appréciation d'une seule personne. Elle doit être exercée avec clarté morale, réflexion humaine et sens de la responsabilité finale. Ce que Biden a fait, c'est confier cette tâche sacrée à des collaborateurs anonymes armés de chaînes d'e-mails et de « critères » d'éligibilité.

Zients a été directeur du Conseil économique national pendant l'administration Obama ; il est de plus en plus évident que d'anciens membres de l'administration Obama ont pris les décisions pendant que le « chef de l'exécutif » était dans un état d'incapacité mentale. Stephen Flurry a écrit dans [« Les troisième et quatrième mandats de Barack Obama »](#) : « Les problèmes qui affligent et détruisent l'Amérique ne sont pas les erreurs d'un président sénile. Ce sont les succès d'un président fantôme malveillant. »

AUTRES NOUVELLES

Le chaos à la Knesset : Le parti United Torah Judaism, l'un des partenaires de la coalition du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, a annoncé qu'il quitterait le gouvernement. L'UTJ représente les intérêts des juifs ultra-orthodoxes. Il est parti parce que le gouvernement a refusé de légiférer pour exempter les séminaristes ultra-orthodoxes de la conscription militaire. À la Knesset, qui compte 120 sièges, Netanyahu dispose aujourd'hui d'une majorité *d'exactement une voix* ; si d'autres défections se produisent, Israël pourrait se diriger vers des élections anticipées.

La Cour suprême décide que Trump peut congédier près de 1 400 employés du ministère de l'Éducation : Hier, la Cour suprême a rendu un arrêt (6 contre 3) annulant l'injonction d'un tribunal inférieur empêchant le président de réduire les effectifs du ministère de l'Éducation. Cette décision permet à l'administration de tenir la promesse de campagne de Trump de réduire ou d'éliminer le ministère et de transférer les responsabilités en matière d'éducation aux États. C'est un autre signe de [« la cour du roi »](#).

Dernières nouvelles sur les projets de santé de Trump : La Maison Blanche a publié hier une liste des changements déjà effectués pour « rendre à l'Amérique sa santé ». Il s'agit d'un petit début pour s'attaquer à un problème gigantesque. Mais cette liste vaut la peine d'être lue, non seulement en tant que bonne nouvelle, mais aussi pour se rendre compte de la toxicité de la production alimentaire américaine.